

## L'ère du verseau synonyme d'une Afrique sans les Français : un vu pieux ?

@rib News, 01/08/2025 L'ère du verseau serait-elle synonyme d'une Afrique libre des griffes predatorices françaises ? Par JP Mbona, août 2025 « Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Et pour être craint, il faut être puissant. » Etre puissants ! Voilà qui me rappelle une parole presque cathartique et messianique qu'affectionnait le regretté Osiris N.K.OA : la volonté de puissance. On devinera tout le long du présent propos que c'est bien cela manquant à l'Afrique. Je ne ferais injure à personne de situer tout ce laus dans un contexte global mondialisé ; mais sera intéressant de suivre dans un futur proche, très proche, les voies de mise en œuvre de cette volonté de puissance française et macronienne, surtout eu égard au passé et au présent de ce pays face au continent africain.

Il serait intéressant également, partant de ce présent tout trouvé des déclarations de ce président hcatombe pour France, de revisiter la FrancAfrique qu'il continue par d'autres méthodes malgré lui, en rappelant à la France le mal infligé au continent, mais surtout de la supplier de chercher les « 64 milliards d'euros à l'horizon 2027 » ailleurs, est, cette déclaration vient comme en écho à moult autres qui ont prôcé, comme une antienne dysharmonique en chœur par des chefs qui, à une époque récente, ont prôcé aux destinées des Français. Et contre ce chœur de malheur mon propos s'oppose comme un cri perçant d'une « trompe » ou « clairon nzamba » lancé aux oreilles des bons entendeurs, surtout parmi les leaders africains actuels assis sur deux chaises : du Sénégal au Gabon, en passant par la Côte d'Ivoire et le Bénin, le Togo actuellement entraîné dans la lutte entre le vieux monde et le moderne, la Cameroun du nonagénaire brigand un nommé mandant, etc. Laissez-nous vivre libres ! Pour situer le point de départ de « Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Et pour être craint, il faut être puissant. » dit le patron de l'OTAN. Dans son discours aux armées le 13 juillet 2025, E. Macron résume de la sorte et lapidairement sa vision stratégique, certains diraient impérialiste : pour garantir leur liberté, les nations européennes et notamment la France doivent disposer d'une puissance capable d'inspirer la crainte au reste du monde, c'est-à-dire de dissuader efficacement toute menace, réelle ou supposée. D'abord, il ne s'agit plus seulement de la seule dissuasion nucléaire ! Partant non ! Et le président venu de nulle part pour gouverner la France n'en demandait pas mieux comme point d'appui à l'annonce d'un plan de renforcement significatif du budget de la défense (64 milliards d'euros à l'horizon 2027) : seulement deux ans ! À ça urge, bonnes gens ; mais « gars au gorille » en Afrique ! Et pour cause : ce budget sera apparemment financé sans recourir à l'endettement. Ah ! Bon ! Dites donc ! Et où proviendront les sous manquants cruellement à cette belle France lourdement endettée et qui a longtemps vécu sur le dos de ses colonies africaines, notamment ? Suivez mon regard ! Dans la version publique du discours publiée par l'OTAN, la phrase s'inscrit dans un paragraphe plus large qu'il convient de restituer : « [...] comme il n'y a plus de règles, loi du plus fort qui l'emporte. [...] Soyons clairs, nous, Européens, devons désormais assurer notre sécurité nous-mêmes. [...] Alors, face à tous ces risques qui pèsent sur notre liberté, [...] pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Et pour être craint, il faut être puissant. » Nous y voilà ! 1. Rappelons d'abord ce qu'ils ont dit

Dans l'interview sur Le Figaro TV datée du 21 avril 2024, des propos alarmistes aux allures de néo-colonisation y compris par la force militaire, propos repris notamment dans les médias comme L'Abestit ou Le Média, Français Lecointre évoque l'idée que l'Europe, donc aussi la France, pourrait être obligée de retourner en Afrique pour « restaurer l'État », « relancer les administrations » et « soutenir le développement ». Ces propos sans ambiguïté laissent entendre une reprise en main militaire. Bien avant ce discours la retraite, l'on se souviendra d'une autre parole, présidentielle elle-même, selon laquelle « l'Homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. À l'instar de M. Sarkozy, alors président français, dans son discours à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar en juillet 2007. L'homme d'affaires hongro-greco-franco-et-tutti-quantum, immigré de son pays par ses parents, entendait ainsi annoncer une hypothétique vision foncièrement statique et régressive du continent mère de la saga humaine. Ne lui parlez donc pas de tout ce qui est « out of Africa », des sciences à la médecine, des mathématiques à la philosophie, en passant par le droit et l'astronomie, etc. Connait pas ! D'ailleurs lui aussi n'affirmait-il pas vouloir rompre avec la politique de la Françafrique ? Mal lui en a pris, car les casseroles ou plutôt sacsoches pleines d'euros de Kadhafi le poursuivent encore aujourd'hui. En octobre 2012 à Dakar, devant le Parlement sénégalais ahuri, son tombeur Fr. Hollande déclara : « Les temps de la Françafrique est révolu : il y a la France et un partenariat entre la France et l'Afrique fondé sur le respect et la solidarité. » Il ajouta qu'il n'était pas venu « pour imposer un exemple, ni pour délivrer une morale ». Pourtant, en 2013, ses interventions au Mali puis en Centrafrique ont illustré cette posture de « France-puissance à l'équilibre », tout en renforçant son image internationale malgré des critiques internes sur le plan économique. Pour revenir au mari de Brigitte (C. Owens ajouterait « Trogneux »), dans son malencontreux discours de Ouagadougou (28 novembre 2017), Macron fait semblant de rendre hommage à Thomas Sankara et annonce la fin de la « politique africaine de la France » des décennies passées, voulant marquer une rupture symbolique avec la Françafrique. Il affirmera péremptoirement : « Je ne serai pas de ceux qui voient dans l'Afrique la misère [à] je suis de ceux qui considèrent que l'Afrique n'est ni un continent sauvé, ni un continent perdu. » Comme il se voit en Europe, il invite à un projet entre Europe et Afrique, fondé sur des destins liés mais respectueux et équilibrés. Trois ans plus tard, dans une interview avec Jeune Afrique (novembre 2020), il évoque : « La France a une part d'Afrique en elle. Nos destins sont liés. » Il ira même jusqu'à annoncer des formes concrètes comme la forme du franc restituer le patrimoine culturel, ainsi que la promotion d'un partenariat économique renouvelé (Digital Africa, Investissements). Alors que les pays de l'AES lui tournent le dos dès 2022, on attendra la « Conférence des ambassadeurs » (6 janvier 2025) pour l'entendre expliquer l'inexplicable : « La France n'est pas en recul elle est simplement lucide, elle se réorganise ». On le surprendra, ce qui, ailleurs, eut le mérite d'énerver l'IB du pays des hommes intègres, en train de critiquer des attitudes jugées « d'ingratitude de certains pays africains ». D'ailleurs comment les choses changent-elles, car il faut une autre ère pour qu'un président français souligne la

pour la France d'adopter une posture de profonde humilité en Afrique, face des officiers politiques, militaires et diplomatiques sans précédent, pendant qu'il promet de réduire progressivement la présence militaire française, en plaçant l'accent sur les bases «co-gérées», la formation, et la transformation du dispositif sécuritaire dont l'opération Césaire est d'ailleurs à cette même occasion que, devant le Parlement marocain, Macron propose un "nouveau cadre stratégique", tout en reconnaissant comme pour gagner les sympathies de roi et ses sujets, la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et annonçant une coopération renforcée sur l'économie, la migration et la gestion des talents pour un partenariat plus équitable (octobre 2024). Sauf que aucuns ont vite souligné un oubli majeur dans ce discours, notamment sur les violences de la colonisation et la guerre du Rif ! D'ailleurs les Etats, particulièrement la France, font montre d'une mémoire officielle trop partielle et sélectivement oublieuse et une mémoire vive peinante à se départir d'un flagrant paternalisme. Qui a dit que la France lâcherait un jour l'Afrique ? Le Sahara est-il pas de Gaule ? Mais tout n'est pas définitivement noir dans le tableau car certaines dynamiques ont osé un virage. Tenez ! Lors d'une conversation informelle avec la presse au Sommet France-Afrique, Yaoundé (janvier) le président J. Chirac est exprimé de manière virulente face aux critiques de l'évêque français demandant de prendre ses distances avec certains régimes africains. Sans langue de bois, le président déclara : «À l'époque nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi. Ensuite, nous avons pillé ses matières premières ; après, on a dit qu'ils ne sont pas bons. Au nom de la religion, on a détruit leur culture ; maintenant on leur pique leurs cerveaux grâce aux bourses. Après ils sont enrichis. Ses d'opinion, on lui donne des leçons. À l'époque certains analystes ont dit que ce discours improvisé a surpris par son ton critique envers la France, affirmant que quantité de richesses françaises tirent directement leur origine de l'exploitation du continent africain. Dans la même veine, en février 2007 au sommet de Cannes, Chirac déclarait devant des chefs d'état africains probablement surpris, du moins pour certains, une sorte de confession sioniste comme qui dirait : «Une grande partie de l'argent qui est dans notre porte-monnaie vient précisément de l'exploitation, depuis des siècles, de l'Afrique. Et ajouter sans sourcil : «Quand on leur a pris l'argent, y voyant non seulement un acte de justice, mais une nécessité pour éviter des turbulences politiques futures. Si seulement il pouvait ressusciter pour constater les dégâts (pour la France) causés par ses successeurs, au grand bonheur des Africains pris d'indépendance totale et de souveraineté !

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

2. Quand dire ? Moment de lucidité rare dans un discours de chef d'état : Chirac reconnaît publiquement que la France est en partie issue d'une histoire d'exploitation. Ça sent aussi le rejet de la posture moralisatrice : il critique ceux qui, à l'extérieur, donnent des leçons à l'Afrique après avoir historiquement spolié et mis à feu et à sang chose rare pour être souligné, il s'agit d'un appel à la réciprocité historique : un équilibre symbolique pour venir des tensions à venir. Quatre chefs d'état français depuis la disparition de Fr. Mitterrand ; et quatre types de déclarations. Trois d'entre eux sont visiblement dans la droite ligne : on prend les mêmes objectifs, on camouffle les méthodes et on continue de mentir, de jeter de la poudre aux yeux de certains Africains naïfs ou gentils de bonne foi, et on recommence le business as usual. Jacques Chirac, quant à lui, s'est distingué par des propos on ne peut plus critiques envers l'histoire de la relation entre la France et l'Afrique. Ses déclarations rappellent crânement et d'ailleurs les richesses françaises trouvent une part notable dans l'exploitation africaine historique, tout en appelant à une prise de conscience morale et politique. Ce discours peu attendu reste l'un des plus percutants sur les enjeux moraux et géopolitiques hérités de la colonisation. Mais on semble n'en faire aucun cas ! 3. Rappelons aussi quelques exemples de faits récents de l'histoire récente que l'on a tendance à nous faire oublier, surtout aux jeunes générations que l'on embarque dans une idéologie bête-oui-oui ou woke, comme qui dirait. Oublions l'esclavage et le dopage de l'indépendance en AEF et AOF ainsi que l'exploitation du continent jusqu'aux années des indépendances, en passant par des guerres d'indépendance sanglantes au Cameroun, Algérie, pour ne citer que ces deux-là. Oublions aussi la guerre du Biafra ; celle en cours en RDC ; le Darfour ; la Libye ; la Côte d'Ivoire ; le Tchad ; la RCA ; le Congo de Lissouba ; etc. L'histoire contemporaine a connu environ deux cents vingt coups d'état. Peut-être plus, mais probablement pas moins ! Sur ce total, plus de 25% ont impliqué directement ou indirectement la France ! Des coups d'état, des tentatives avortées ou réussies, des assassinats politiques ou actions controversées attribués à l'influence de la France en Afrique depuis les années 1960. Bob Donald était de nationalité française, non ? Tout récemment le livre de Bourgi en a épinglé certains. C'est beaucoup. Pourquoi ? Les faits reconnus ou largement documentés sont incalculables. Coup d'état au Gabon. La poisse, dirions-nous, d'avoir croisé le chemin des Français. Ça continue, et ce n'est qu'une portion de virage. Quelques exemples suffiront. «En août 1964, un coup d'état renverse le président Léon M'ba. La France intervient rapidement pour rétablir le régime en place, envoyant des troupes afin de restaurer M'ba, favorisant notamment les intérêts du groupe patronal Elf et de réseaux proches du pouvoir français» peut-on lire sur Wikipedia. En Centrafrique Opération Barracuda / Caban (1979), septembre 1979, la France lance l'opération Caban, suivie de Barracuda, pour démettre l'empereur Bokassa et replacer David Dacko au pouvoir. Cette intervention militaire revendique un «retour à la République» et permet à la France de maintenir son influence politique dans le pays (idem). Tchad «Soutien militaire et coups d'état : la France soutient l'arrivée au pouvoir d'Hissène Habré en 1982. Elle intervient via les opérations (1983-84) puis l'opération Épervier (1986-2014) pour soi-disant contenir l'influence libyenne et consolider les régimes pro-occidentaux (idem). Bâton à tentatives de coup d'état (1977) : l'opération Crevette, menée par un groupe de mercenaires

leadership de Bob Denard, visait à renverser Mathieu Kérékou. Ce coup raté aurait bénéficié du soutien tacite de rÃ©gimes franÃ§ais en Afrique francophone (idem). GuinÃ©e â€” OpÃ©ration Persil (1960) : lâ€™opÃ©ration « Persil » a vÃ©chÃ© mal aimÃ© et indÃ©pendantiste prÃ©sident SÃ©kou TourÃ© aprÃ©s lâ€™indÃ©pendance de la GuinÃ©e en 1958. Les services franÃ§ais auraient orchestrÃ© la contrefaÃ§on dâ€™argent guinÃ©en et armÃ© des opposants pour provoquer un effondrement Ã©conomique et politique (Ca ne vous rappelle pas un certain ministre des finances qui avait jurÃ© de provoquer un « effondrement » de lâ€™Ã©conomie russe ? La mÃ©thode ne date pas dâ€™hier ! Lâ€™opÃ©ration fut rÃ©vÃ©lÃ©e rapidement en raison des fuites et protestations officielles (idem). Dans la mÃªme logique, des assassinats politiques et appuis Ã des rÃ©gimes autoritaires. Au Cameroun, les indÃ©pendantistes de lâ€™UPC (Union des populations du Cameroun) furent violemment rÃ©primÃ©s entre 1955 et 1970 par la France alors puissance coloniale, et leurs leaders assassinÃ©s (RubÃ©n Um NyobÃ©, FÃ©lix MouniÃ©, Ernest OuandiÃ©) dans un contexte de maintien des rÃ©gimes franÃ§ais recourant Ã la violence. Au Togo, Sylvanus Olympio fut assassinÃ© en 1963 lors dâ€™un coup menÃ© par des officiers souvent formÃ©s en France. Son successeur, GnassingbÃ© ÃyadÃ©ma, mena une dictature de plusieurs dÃ©cennies soutenue par Paris sans sÃ©cher. On soupÃ§onne que son fils qui lui a succÃ©dÃ© nâ€™en est pas moins sous la mÃªme tutelle. Au Burkina Faso, le trÃ©s charismatique prÃ©sident Thomas Sankara (1983â€”1987) fut renversÃ© puis assassinÃ© par un coup de Blaise CompaorÃ© ayant plus que visiblement bÃ©nÃ©ficiÃ© du soutien, explicite ou tacite, de rÃ©seaux franÃ§ais. Les statistiques les plus optimistes et non exhaustives semblent indiquer que depuis les indÃ©pendances, on compte environ 67 coups dâ€™Ã©tat en Afrique, dont 61% dans des ex-colonies franÃ§aises (~45 Ã©vÃ©nements), ce qui souligne une forte prÃ©sence historique et prÃ©-post-coloniale de la France dans les affaires politiques africaines. Selon le chercheur universitaire Abubakar Usman : depuis 2000, 45 tentatives ou coups ont eu lieu, dont 23 rÃ©ussis, 16 dans des pays anciennement soumis Ã lâ€™influence franÃ§aise, comme le Niger, le Mali ou le Burkina Faso. Ces coups sont souvent prÃ©sentÃ©s comme des ruptures avec lâ€™influence franÃ§aise jugÃ©e nÃ©ocoloniale. Les interventions franÃ§aises s'inscrivent en droite ligne de ce que les historiens appellent le modÃ©le de la "FranÃ§afrique", une stratÃ©gie dâ€™influence politique, Ã©conomique et militaire mise en Ã©uvre depuis les annÃ©es 1960 pour maintenir un contrÃ´le sur d'anciennes colonies franÃ§aises (via des rÃ©gimes « amis », des bases militaires, lâ€™usage du franc CFA, etc.)

4. Que dire des plus grandes sociÃ©tÃ©s franÃ§aises implantÃ©es en Afrique, implantÃ©es ou incrustÃ©es depuis des lustres sans jouer aucun rÃ´le visible dans lâ€™Ã©conomie du continent, surtout dans des secteurs comme lâ€™Ã©nergie, la logistique, la grande distribution, lâ€™industrie ou les services ? Citons sans commenter : TotalEnergies dont la prÃ©sence en Afrique date depuis les annÃ©es 1950, notamment au Nigeria, oÃ¹ elle opÃ©re environ 570 stations-service et aurait engagÃ© un investissement de 6â€™milliardsâ€™USD en 2023â€”24 dans les secteurs du pÃ©trole et du gaz (cf. Businessday NG, Arbitertz). Au Mozambique, TotalEnergies a lancÃ© un projet gazier de 20â€™milliardsâ€™USD, mÃªme sÃ© il a dÃ©jÃ fait face Ã des retards importants Ã cause de lâ€™insÃ©curitÃ© et de controverse. A qui la France a-t-elle fait appel pour protÃ©ger ses intÃ©rÃªts ? Je vous le donne en mille : le Rwanda de Kagame et ses militaires dressÃ©s pour faire le job, pour tuer tout ce qui bouge et pour les intÃ©rÃªts Ã©trangers Ã lâ€™Afrique (on se souvient du deal avec les demandeurs dâ€™asile britanniques, des contrats miniers rÃ©cents avec lâ€™UE alors que le pays ne produit aucun minerais, des contrats avec les firmes pharmaceutiques pour des essais vaccinaux sur une population servant de cobaye etc. Les entreprises franÃ§aises en Afrique sans BollorÃ© Transport & Logistics ? La liste serait insignifiante ! PrÃ©sente dans 46 pays africains, avec environ 250 filiales et 25â€™000 employÃ©s. GÃ©re terminaux portuaires, ports secs et rÃ©seaux ferroviaires, notamment en CÃ´te dâ€™Ivoire, au Burkina Faso et au Cameroun. AccusÃ©e par des ONG de corruption dans lâ€™attribution de contrats portuaires. Qui dit mieux ? Castel Group ; Maurel & Prom, Canal+ / Vivendi ; Orange (opÃ©re dans 18 pays africains) ; Danone / Fan Milk ; Lafarge Africa ; Schneider Electric ; Sodexo ; Alstom, Engie, Safran, CMA CGM, Orano ; pour ne citer quâ€™une infime minoritÃ© mais des plus en vue. 5. La prÃ©sence franÃ§aise en Afrique est surannÃ©e et contestÃ©e par lâ€™Afrique profonde sur fond de volontÃ© de souverainetÃ©, de puissance et de rÃ©sistance. Dans le discours qui nous a servi de prÃ©texte pour ce papier, E. Macron affirme que la libertÃ© collective europÃ©enne et, par extension occidentale, exige une posture de puissance, en raison dâ€™un monde en « bascule » marquÃ© par lâ€™instabilitÃ© internationale, la remise en cause des rÃ©gles du droit et la montÃ©e des impÃ©rialismes » y compris dans un arc de crise qui sâ€™Ã©tend du golfe de GuinÃ©e au Sahel et au Moyen-Orient. En adoptant sa formule, on peut dÃ©duire que tous les acteurs africains doivent Ã©quivalamment renforcer leur puissance, y compris militaire, pour prÃ©server leur libertÃ© face aux ingÃ©rences extÃ©rieures (nÃ©o-colonialisme, rivalitÃ©s gÃ©opolitiques), y compris de la part de la France. Si lâ€™on applique le raisonnement de Macron Ã lâ€™Afrique, plusieurs pistes Ã©mergent. Dâ€™abord rejet dâ€™un paternalisme militaire. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la CÃ´te dâ€™Ivoire, le SÃ©nÃ©gal, et le Tchad ont exigÃ© ou effectuÃ© le retrait des bases franÃ§aises, affirmant leur droit Ã une dÃ©fense autonome, sans tutelle ni intervention Ã©trangÃ©re. CrÃ©er ou renforcer des capacitÃ©s locales, en synergie entre pays partageant les mÃªmes intÃ©rÃªts sinon par regroupements rÃ©gionaux Ã lâ€™instar de lâ€™AES. AprÃ©s la mort dans lâ€™Ã©tat de lâ€™armÃ©e continentale dont rÃ©vait Kadhafi, plus encouragÃ©s par un mouvement panafricaniste devenu plus que jamais dynamique cherchant aujourdâ€™hui Ã dÃ©velopper des armÃ©es nationales autonomes sans dÃ©pendre de forces Ã©trangÃ©res. Mais câ€™est trÃ©s embryonnaire encore et tout le mouvement doit Ãªtre portÃ© par un Ã©lan politique clair et Ã long terme. Lâ€™exemple Ã suivre, voire amÃ©liorer est lâ€™miracle comme lâ€™Alliance des Ã©tats du Sahel (AES) illustrant une ferme volontÃ© de construire une puissance rÃ©gionale collective indÃ©pendante, orientÃ©e vers la sÃ©curitÃ© rÃ©gionale interÃ©tative et plus loin continentale. Diversifier les partenariats gÃ©ostratÃ©giques. Alors que la France recule et devrait ne plus montrer son nez dans les affaires africaines, certains pays africains se tournent vers la Russie, la Turquie, la Chine ou un partenariat Sud-Sud pour renforcer leur souverainetÃ©, souvent sans imposition de modÃ©les militaires externes. La nouvelle stratÃ©gie devrait rÃ©ussir Ã garder sous un silence protÃ©gÃ© par les ancÃªtres africains les dÃ©tails de cette orientation. Merci donc Ã Macron pour nous avoir rappelÃ© que « Ãªtre libres â€” il faut Ãªtre craints â€” Ãªtre puissantsâ€”Ãªtre libres ». La volontÃ© ou le besoin de souverainetÃ© et de dÃ©cision. Mais plutÃ´t que dâ€™invoker une puissance extÃ©rieure, les pays africains doivent privilÃ©gier de plus en plus la construction interne dâ€™institutions solides, dâ€™armÃ©es nationales responsables et dâ€™alliances rÃ©gionales indÃ©pendantes oÃ¹ un leadership africain rÃ©ellement « libre » sera bÃ©nÃ©ficiaire sur la lÃ©gitimitÃ©, la coopÃ©ration Ã©quitable et lâ€™Ã©conomie

gÃ©opolitique, il sera dÃ©sormais lâ€™avenir du continent africain. Un profond dÃ©senchantement vis-Ã -vis du systÃ©me international existant nourrit des revendications africaines (via lâ€™UA), mais aussi globales (via les BRICS). Les propositions pour une rÃ©forme effective du Conseil de sÃ©curitÃ© sont nombreuses, mais confrontÃ©es Ã une inertie institutionnelle forte. Lâ€™Afrique, via ses institutions et plateformes rÃ©gionales, explore des modÃ©les autonomes de gouvernance sÃ©curitaire, tandis que les puissances Ã©mergentes sâ€™affirment comme forces alternatives pour remodeler lâ€™ordre mondial Ã venir. Mais ceci est un autre chapitre et nous y reviendrons ultÃ©rieurement.

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```